



Contribution du Général de Corps d'armée François-Xavier Mabin, Inspecteur des armées

« La reconfiguration géopolitique et stratégique de l'ordre mondial et ses conséquences en matière de défense »

Séance du 10 octobre 2025

« La reconfiguration des armées en matière de doctrine, de tactique, de matériels et d'entraînement »

Merci mon Général,

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire perpétuel,

C'est aussi impressionnant de passer après deux imminents universitaires qui vous ont tenu des propos de haut niveau. Et donc comme vous l'avez souligné, mon général, on va redescendre d'un niveau. Je vais probablement être un peu moins stratégique et un peu moins... Non, mais c'est la vérité, il faut que je l'assume pleinement. Il y a évidemment, je pense, une grande convergence entre les deux interventions que vous avez entendues et celle que je vais vous proposer parce qu'on s'inscrit tous dans une actualité brûlante. Et l'actualité brûlante, c'est un peu un changement de monde.

Monsieur Foucault a parlé de la fin de la fin de l'histoire. La fin de l'histoire, c'était ces trente ans finalement de dividendes de la paix qu'on a connus, ma génération d'officiers. Moi je suis rentré dans l'armée en 1990. Donc le mur de Berlin venait de tomber et c'était la fin de la guerre froide. Donc on savait qu'on n'aurait pas d'ennemi conventionnel de type armé russe face à nous. Je savais que ma génération ne le connaîtrait pas. Et en fait on se trompait un peu parce que je suis toujours encore un peu dans l'armée là pour quelques années et on a à nouveau un ennemi conventionnel russe.

Donc on a connu cette période de dividendes de la paix et en fait on revient à des choses qui sont plus habituelles dans l'histoire de France, c'est-à-dire avoir des ennemis à nos frontières. Non pas aux frontières françaises, non pas sur le Rhin, mais aux frontières de l'Europe. En fait on a un peu changé d'échelle mais pas tant que ça. On a un ennemi conventionnel européen ou en tout cas aux portes de l'Europe et c'est quelque chose d'assez habituel finalement dans l'histoire de France. C'est plutôt la fin d'une exception à mon avis, cette période où on était centrés sur des opérations très internationales, tournées vers le grand Sud ou vers le Moyen-Orient ou vers la lutte contre le terrorisme, qui ont occupé les armées françaises pendant longtemps, et puis aussi cette tentative de mettre en place un ordre international qu'on voit aujourd'hui se déliter très largement.

Donc le 24 février 2022, l'attaque russe en Ukraine, pour nous aujourd'hui, c'est fondateur. C'est véritablement le retour de la perspective d'un conflit majeur en Europe, le retour d'un conflit majeur en Europe sous nos yeux et le retour de la perspective pour nous, armée française, armées européennes, d'y participer. Donc c'est quelque chose de vraiment très significatif dans notre manière de travailler aujourd'hui. C'est un driver extrêmement puissant.

De manière générale, l'environnement politique, ça a été dit à plusieurs reprises, il se caractérise par un affaiblissement très fort des mécanismes de régulation qui se traduit pour les armées du monde entier par la perspective de recourir à la force. C'est quelque chose qu'on avait un peu laissé de côté. Et aujourd'hui, quand on est une puissance militaire dans le monde, quand on a les moyens de se servir de sa puissance militaire, on le fait. Et quand on veut s'emparer de son voisin qui est plus faible, on le fait.

On n'a pas mal d'exemples aujourd'hui. La Russie l'a fait avec l'Ukraine, en tout cas essaie de le faire. On a vu le Rwanda qui pendant des années a nié piller son voisin congolais et qui a conduit une offensive quasi ouverte en s'appuyant sur une milice mais en fait avec l'armée rwandaise en appui. L'Azerbaïdjan l'a fait avec l'Arménie. L'Inde et le Pakistan, qui sont deux puissances nucléaires, viennent de se faire une petite guerre rapide. On a vu l'Iran tirer des missiles balistiques sur Israël, ce qui était vraiment inenvisageable il y a encore quelques années. Israël est allé bombarder l'Iran, ce qui était également inenvisageable. Les États-Unis ont bombardé l'Iran. Tout c'est vraiment très nouveau dans les rapports de puissance mondiaux.

Aujourd'hui on est dans un monde où la guerre est un peu le quotidien et où les armées les plus fortes, les mieux dotées, utilisent leurs forces. La seule qui reste un peu sur sa réserve aujourd'hui, c'est l'armée chinoise. Mais l'armée chinoise monte en puissance. Et le fameux théorème qui consiste à dire qu'une armée qui monte en puissance finira par utiliser sa force un jour, on peut ne pas le considérer comme acquis, mais c'est une hypothèse extrêmement prégnante, probable, possible. C'est pour ça que le théâtre pacifique est quelque chose qu'on regarde aussi parce que la Chine peut être tentée d'utiliser sa force et sa force est de plus en plus importante.

La stratégie militaire intègre tous ces éléments très structurants, ces éléments géopolitiques et géostratégiques. La stratégie militaire, c'est la manière dont on appréhende les enjeux, notre analyse de la menace. On a une analyse extrêmement concrète de la menace aujourd'hui. La menace pour nous, elle n'est pas tellement au Sud, elle n'est pas tellement dans le Sud global pour les armées françaises. La menace, elle est clairement en Europe. Notre menace de référence, c'est aujourd'hui l'armée russe et la menace qu'elle peut représenter sur le flanc est de l'Europe. C'est notre référence principale. C'est autour de cette menace russe que les armées françaises, et je dirais les armées européennes, travaillent aujourd'hui.

Ce n'est pas forcément le cas de l'armée américaine. La menace de référence de l'armée américaine aujourd'hui, c'est l'armée chinoise. Ce sont des perspectives différentes. Ça ne veut pas dire que les Américains se désintéressent totalement du continent européen. Ils sont toujours dans l'OTAN, en situation de commandement, et ils n'ont pas annoncé qu'ils allaient en partir. Mais leur menace principale, ils le disent, ils l'assument, elle est clairement du côté du Pacifique.

Cette menace très structurante est déterminante dans la manière dont nous construisons et réfléchissons à notre système de forces, à la construction de nos forces, à la manière dont on va employer les crédits budgétaires qui nous sont donnés par l'État, et aussi pour construire nos systèmes de commandement. On ne construit pas un système de commandement de la même manière pour conduire des opérations extérieures en Afrique ou en Afghanistan que pour conduire des opérations en Europe. Ce sont des systèmes de commandement différents et on est en train de procéder à une profonde transformation de nos systèmes de commandement de manière à les adapter à la perspective d'un conflit en Europe.

Cette menace russe et la perspective d'une guerre sur le théâtre européen orientent l'action globale des armées dans tous les domaines : la réflexion doctrinale, la manière dont on pense la guerre de demain. On ne dit même plus la guerre de demain, on dit la guerre de ce soir pour matérialiser que la guerre est à nos portes et qu'il faut être prêt dès aujourd'hui. Le chef d'état-major parlait même de la guerre de ce matin.

Cela concerne la construction doctrinale, la construction capacitaire, la construction de capacités militaires, c'est-à-dire des équipements et des hommes pour les servir, la capacité à entretenir ses matériels, ses grandes unités par la maintenance et les flux de régénération d'hommes et de formation, et la préparation de l'avenir dans un monde d'accélération technologique où le numérique est central.

Les systèmes de commandement aujourd'hui sont organisés autour du numérique. L'exploitation des données, l'identification des cibles, la transmission des ordres, tout cela peut se faire en quelques minutes. La capacité à accélérer la boucle de décision est centrale. À la guerre, quand vous prenez des décisions très rapides, vous gagnez.

On vit une phase d'adaptation extrêmement forte et exigeante avec des combats de haute intensité qui se déroulent sous nos yeux. Les drones remplacent progressivement les combattants sur le front ukrainien. On parle de millions de drones produits. La robotisation du champ de bataille est en marche. Les drones navals permettent d'empêcher une marine d'agir. Les technologies numériques sont « nivelantes » et réduisent le différentiel entre armées très développées et armées moins développées.

Tout cela nous conduit à travailler sur l'hypothèse d'engagement majeur, c'est-à-dire l'engagement de l'intégralité de nos forces autour d'un conflit en Europe, sur une durée estimée à six mois. Déploiement des capacités terrestres et aériennes vers l'Est, action de la Marine nationale en Méditerranée et en Atlantique pour le contrôle des espaces maritimes et la protection de la dissuasion.

Ce serait une guerre en coalition, dans le cadre de l'OTAN ou d'une coalition de pays volontaires. On s'entraîne et on se prépare dans ce cadre.

La guerre aujourd'hui ne se limite pas au terrain, à la mer et aux airs. Elle concerne aussi l'espace, la très haute altitude, les grands fonds marins, le cyber. Les satellites, les câbles sous-marins, les systèmes d'information sont des enjeux majeurs. Il faut protéger les centres de commandement, les disperser, les rendre résilients.

On est dans une phase de transformation profonde : doctrine, capacités, ressources humaines. La montée en puissance de la réserve vise à donner de l'épaisseur à l'armée pour tenir dans la durée. On revient aux stocks, aux pièces de rechange, à la résilience.

Enfin, une guerre majeure ne serait pas seulement celle de l'armée française, mais celle de la nation. Il faut le soutien de la population, la mobilisation interministérielle, la défense nationale comme affaire de tous. La dimension est européenne. La mobilité militaire, la coordination logistique à l'échelle européenne sont essentielles. L'Union européenne est un cadre de travail sur ces enjeux.